

TI_GERICHTE 38.2010.20 vom 15. Februar 2010

TI Tribunale d'appello, 2010-02-15, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_38.2010.20_d20100215

FR: TI_GERICHTE 38.2010.20 du 15 février 2010

IT: TI_GERICHTE 38.2010.20 del 15 febbraio 2010

Regeste

Ad ass.all'estero 7-31.12.09 riconosciuto ID solox10gg esenti da controllo.Effetto devolutivo.Ritenute le circ.del caso(prof.reperita fuori Cantone,corso d'inglese all'estero x mantenere impiego,vacanze nataliz.),però,possib.di trovare un'occup.adeguata 21-31.12 solo teorica.Dt a ID pure da 21a31.12

Erwägungen

E. 31

dicembre 2010 l'Alta Corte si è così espressa: " 3. 3.1 Le recours devant le tribunal cantonal des assurances est une voie de droit ordinaire possédant un effet dévolutif: un recours présenté dans les formes requises a pour effet de transférer à la juridiction cantonale la compétence de statuer sur la situation juridique objet de la décision attaquée.

L'administration perd la maîtrise de l'objet du litige, en particulier celle des points de fait susceptibles de fonder la décision attaquée. Conformément à la maxime inquisitoire applicable, il appartient à l'autorité de recours d'établir d'office les faits déterminants pour la solution du litige et d'administrer les preuves nécessaires. Si l'état de fait doit être complété, elle est libre de procéder elle-même aux mesures d'instruction nécessaires ou d'annuler la décision attaquée et de renvoyer le dossier à l'administration pour qu'elle s'en charge. Après le dépôt d'un recours, il n'est en principe plus permis à l'administration d'ordonner de nouvelles mesures d'instruction qui concerneraient l'objet du litige et tendraient à une éventuelle modification de la décision attaquée (ATF 127 V 228 consid. 2b/aa p. 231 et les références). 3.2 Le principe de l'effet dévolutif du recours connaît une exception, en tant que l'administration peut reconsidérer sa décision jusqu'à l'envoi de son préavis à l'autorité de recours (art. 53 al. 3 LPG). Pour des motifs liés à l'économie de procédure, il se justifie en effet de permettre à l'administration de revenir lite pendente sur sa décision, lorsque celle-ci s'avère, à la lecture de l'acte de recours, manifestement erronée. De fait, le droit fédéral n'exclut pas nécessairement la mise en oeuvre par l'administration de mesures d'instruction lite pendente. Pour répondre à la question de savoir quels sont les actes encore admissibles à ce stade de la procédure, il convient d'examiner l'importance que revêt l'acte pour la solution du litige et le temps nécessaire pour y procéder. Des mesures d'instruction portant sur des aspects ponctuels, tels que le fait de requérir une attestation ou un certificat, ou de demander des précisions à un médecin ou une autre personne susceptible de fournir des renseignements sont en règle générale admissibles; tel n'est en revanche pas le cas de la mise en oeuvre d'une expertise médicale ou d'une mesure d'instruction similaire, compte tenu de leur portée sur l'état de fait à juger. Eu égard au temps nécessaire à l'administration d'un tel moyen de preuve, on ne saurait par ailleurs parler d'un acte justifié par des motifs liés à l'économie de procédure, ce d'autant qu'une décision de renvoi, qui a l'avantage de pouvoir être rendue rapidement, permet de créer une situation claire sur le plan procédural (

ATF 127 V 228 consid. 2b/bb p. 232 et les références). 3.3 D'autres motifs militent en faveur d'une approche restrictive quant à la possibilité pour l'administration de revenir lite pendente sur une décision qu'elle a rendue. Quand bien même la partie adverse ou d'autres participants à la procédure acquiesceraient à la mise en oeuvre de mesures d'instruction supplémentaires, il n'est pas admissible que la partie recourante puisse voir ses droits de procédure être restreints (ATF 127 V 228 consid. 2b/bb p. 234 et les références) ou que la réglementation en matière de frais et dépens puisse être éludée par cette manière de procéder (ATF 132 V 215 consid. 6.2 p. 235 et les références). 4. 4.1 Les premiers juges ont reconnu qu'il n'était en principe pas possible, lorsqu'un recours administratif a été formé, de suspendre la procédure pour permettre à l'autorité intimée de faire procéder à une expertise. Dans le cas particulier, le recourant s'était toutefois opposé à la radiation de l'affaire du rôle et avait expressément demandé la suspension de la procédure; il n'avait de plus pas contesté la mise en oeuvre d'une expertise pendente lite et s'y était soumis volontairement. Il était dès lors mal venu de faire désormais grief à l'office AI d'avoir outrepassé son pouvoir de réexamen et d'exiger qu'il ne soit pas tenu compte de ce rapport.

4.2 La question qui se pose en l'espèce est celle de savoir si la faute commise par la juridiction cantonale, à savoir verser à la procédure une expertise mise en oeuvre par la partie intimée, peut être guérie par l'attitude adoptée par la partie recourante au cours de la procédure.

4.2.1 Selon la jurisprudence, les situations où l'autorité administrative peut agir alors que l'affaire est pendante devant l'autorité de recours sont extrêmement rares (cf. supra consid. 3.2). Le cas d'espèce ne constitue clairement pas une situation où une exception serait admise.

4.2.2 Dans les procédures soumises à la maxime d'office ou inquisitoire, comme c'est le cas en matière d'assurances sociales, la maîtrise de la procédure appartient au juge, qui doit en définir l'objet, la diriger et y mettre fin par un jugement. Dans la mesure où l'office AI avait acquiescé au recours et décidé de mettre en oeuvre l'expertise requise par le recourant en procédure cantonale, la juridiction cantonale aurait normalement dû, nonobstant la requête de suspension de la procédure formulée par le recourant, admettre le recours, annuler la décision administrative et renvoyer la cause à l'office AI pour qu'il rende une nouvelle décision.

4.2.3 Le respect du principe de célérité, l'intérêt de la personne assurée à connaître l'issue du litige ou encore l'attitude de la partie recourante au cours de la procédure ne sauraient contrebalancer la faute commise par la juridiction cantonale. Les règles de procédure ont pour but de créer les conditions concrètes d'une justice égale et équitable, c'est-à-dire socialement acceptée et reconnue. Le fait qu'un acteur judiciaire puisse, selon son bon vouloir, s'écarter des règles qui lui sont imposées porte atteinte au principe de la sécurité et de la prévisibilité du droit et, partant, est de nature à rompre le rapport de confiance qui doit lier l'institution judiciaire aux justiciables. Des exceptions, qui, en tout état de cause, ne sauraient entraîner un désavantage pour une partie, ne doivent être admises qu'avec une très grande réserve. Le cas d'espèce ne justifie pas qu'il soit fait une exception.

4.2.4 L'expertise mise en oeuvre par l'office AI et réalisée par le docteur S. _____ n'a pas été qualifiée juridiquement par les premiers juges. Or, si l'on considère qu'il s'agit d'une expertise administrative au sens de l'art. 44 LPGA, le fait de verser ce document en procédure cantonale a fait perdre à la partie recourante une instance de recours. Si l'on considère en revanche qu'il s'agit d'une expertise judiciaire, il faut alors constater que celle-ci n'a pas été réalisée conformément aux règles de la procédure administrative cantonale. Dans ce contexte, la question de la qualification précise de l'expertise peut demeurer indéterminée, car les droits procéduraux de la partie recourante ont, en tout état de cause, subi une restriction qui, vu la gravité de celle-ci, ne saurait faire l'objet

d'une réparation a posteriori. L'attitude adoptée par la recourante, si elle a pu être considérée comme « ambiguë » par la juridiction cantonale, n'apparaît guère critiquable. D'une part, l'intéressée n'avait pas de raisons objectives de refuser de se soumettre à l'expertise psychiatrique proposée par l'office AI, puisqu'elle avait expressément conclu à la mise en oeuvre d'une telle mesure dans son recours. D'autre part, la juridiction cantonale devait faire abstraction de la requête de suspension formulée par la recourante, dès lors que c'est à elle - et non à la recourante - qu'il appartenait de diriger la procédure. 4.3 Pour ces motifs, l'expertise du docteur S. _____, quels qu'en soient les mérites, ne pouvait servir de fondement au jugement attaqué, de sorte que la cause doit être retournée aux premiers juges pour qu'ils en reprennent l'instruction dans le respect des dispositions de procédure applicables." Nel merito 2.3. Il TCA è chiamato a stabilire se a ragione oppure no la Cassa ha rifiutato all'assicurata il diritto ad indennità di disoccupazione dal 21 al 31 dicembre 2009. L'art. 8 cpv. 1 LADI, relativo alle condizioni da adempiere per avere diritto alle indennità di disoccupazione, enuncia: " L'assicurato ha diritto all'indennità di disoccupazione, se: a. è disoccupato totalmente o parzialmente (art. 10); b. ha subito una perdita di lavoro computabile (art. 11); c. risiede in Svizzera (art. 12); d. ha terminato la scuola dell'obbligo, ma non ha raggiunto l'età AVS e non percepisce ancora una rendita di vecchiaia AVS; e. ha compiuto o è liberato dall'obbligo di compiere il periodo di contribuzione (art. 13 e 14); f. è idoneo al collocamento (art. 15) e g. soddisfa le prescrizioni sul controllo (art. 17)." L'art. 17 LADI prevede che: " 1 L'assicurato che fa valere prestazioni assicurative deve, con l'aiuto dell'ufficio del lavoro competente, intraprendere tutto quanto si possa ragionevolmente pretendere da lui per evitare o abbreviare la disoccupazione. In particolare, è suo compito cercare lavoro, se necessario anche fuori della professione precedente. Egli deve poter comprovare tale suo impegno. 2 L'assicurato deve annunciarsi personalmente per il collocamento al suo Comune di domicilio o al servizio competente designato dal Cantone il più presto possibile, ma al più tardi il primo giorno per il quale pretende l'indennità di disoccupazione, e osservare da quel momento le prescrizioni di controllo emanate dal Consiglio federale. 3 L'assicurato è tenuto ad accettare l'occupazione adeguata propositagli. È obbligato, su istruzione dell'ufficio del lavoro competente, a: a. partecipare a provvedimenti inerenti al mercato del lavoro atti a migliorare la sua idoneità al collocamento; b. partecipare a colloqui di consulenza e sedute informative nonché a consultazioni conformemente al capoverso 5; e c. fornire i documenti necessari per valutare l'idoneità al collocamento o l'adeguatezza di un'occupazione. 4 Il Consiglio federale può esonerare parzialmente dai loro obblighi gli assicurati di lunga durata e di una certa età. 5 L'ufficio del lavoro può, in singoli casi, indirizzare l'assicurato a istituzioni pubbliche o di pubblica utilità idonee per consultazioni di ordine professionale, sociale o psicologico, se accertato che questa misura è sensata. Queste istituzioni ricevono un'indennità stabilita dall'ufficio di compensazione. " 2.4. La LADI concede al disoccupato di beneficiare di giornate esenti da controllo (cfr. DTF 125 V 42-47; DTF 124 V 69; DTF 123 V 73/74), tuttavia solo a determinate condizioni. In virtù dei combinati disposti art. 17 cpv. 2 LADI e art. 27 cpv. 1 OADI, l'assicurato ha diritto a 5 giorni consecutivi senza controllo, ch'egli può scegliere liberamente, solo dopo aver controllato 60 giorni di disoccupazione durante il termine quadro (art. 9 LADI). I giorni esenti dall'obbligo di controllo acquisiti possono essere presi solo in blocchi settimanali (blocchi di cinque; art. 27 cpv. 3 ultima frase OADI). L'assicurato non può, in linea di principio, prenderli proporzionalmente o in giorni isolati. E' possibile derogare a questa regola se i giorni senza controllo non sono stati presi in modo consecutivo a causa di circostanze indipendenti dalla

volontà dell'assicurato, in particolare durante un guadagno intermedio o un programma di impiego temporaneo. In una sentenza C 25/03 del 9 marzo 2004 l'Alta Corte ha in particolare sottolineato che: " (...) Der Anspruch auf kontrollfreie Tage entsteht stets nach 60 Tagen - unter Erfüllung der gesetzlichen Kontrollpflichten - zurückgelegter Arbeitslosigkeit. Die fünf Stempeltage braucht der Versicherte nicht sofort zu beziehen. Vielmehr kann er zuwarten, bis er einen kumulierten Anspruch auf kontrollfreie Tage erworben hat (Gerhards, Kommentar zum Arbeitslosenversicherungsgesetz, Band I, S. 262, N. 74 zu Art. 17 AVIG). Nach dem Wortlaut von Art. 27 Abs. 1 AVIV ist der Vorbezug von kontrollfreien Tagen nicht möglich. Aufgrund der in Art. 17 AVIG statuierten Schadenminderungspflicht ist der Versicherte verpflichtet, alles zu unternehmen, um die Arbeitslosigkeit zu verkürzen (Abs. 1); eine ihm vermittelte zumutbare Arbeit muss er annehmen (Abs. 2). Wann er eine Stelle antreten kann, lässt sich daher in der Regel nicht im Voraus bestimmen. Da nicht voraussehbar ist, wie lange ein Versicherter stempeln wird und wieviele kontrollfreie Tage er schliesslich erwirbt, erscheint es folgerichtig, die Möglichkeit des Bezugs von kontrollfreien Tagen zu verneinen, solange der Anspruch noch nicht effektiv erworben ist (ARV 1999 Nr. 20 S. 110 f. Erw. 2b). Vorliegend stand der Zeitpunkt des Wegfalls der Arbeitslosigkeit zwar fest, als sich der Beschwerdegegner in die Ferien begab. Im Hinblick auf die dem Bundesrat delegationsgemäss zustehende Gestaltungsfreiheit bezüglich der Kontrollvorschriften (vgl. Art. 17 Abs. 2 AVIG) sowie unter Berücksichtigung des - von der Vorinstanz zutreffend erkannten - Umstandes, dass die Bedeutung der Stempelferien mit abnehmender Dichte der vorgeschriebenen Kontrollgänge geringer geworden ist (vgl. Thomas Nussbaumer, Arbeitslosenversicherung, in: Schweizerisches Bundesverwaltungsrecht, Soziale Sicherheit, Basel 1998, Rz. 261 f.), unterliegt die Gesetzmässigkeit von Art. 27 Abs. 1 AVIV keinem Zweifel. Es ist auch in denjenigen Fällen an der dargelegten Ordnung festzuhalten, in denen der Termin der Beendigung der Arbeitslosigkeit bereits feststeht. Somit kann der Beschwerdegegner den Anspruch auf Arbeitslosenentschädigung für die Dauer der ferienbedingten Abwesenheit nicht mit einem pro-rata-Vorbezug von kontrollfreien Tagen rechtfertigen." L'assicurato non può prendere giorni esenti da controllo prima di averli acquisiti (cfr. STF C 91/05 del 28 aprile 2005). Nei giorni esenti dal controllo l'assicurato è dispensato dal compiere ricerche di lavoro (cfr. relativa all'indennità di disoccupazione emessa dal SECO – gennaio 2003 – p.to B232; Th. Nussbaumer, op. cit., n. 320).

2.5. Nella presente fattispecie la Cassa di disoccupazione è certamente competente per stabilire se l'assicurata ha o no diritto di beneficiare di giornate esenti dal controllo. Per questo motivo la decisione su opposizione contestata non può essere ritenuta nulla in quanto emessa da autorità incompetente. Nel corso dell'udienza del 18 ottobre 2010 la ricorrente ha peraltro ammesso di avere ricevuto tutte le prestazioni esenti dal controllo e cioè i 10 giorni che le spettavano. L'assicurata postula tuttavia il versamento di indennità di disoccupazione dal 21 al 31 dicembre 2010, periodo successivo a quello esente dal controllo. L'amministrazione ritiene che, per quei giorni, la ricorrente non abbia diritto ad indennità giornaliera in quanto manca il presupposto dell'idoneità al collocamento.

2.6. Fondamentale presupposto per il riconoscimento del diritto all'indennità di disoccupazione è, tra l'altro, che l'assicurato sia idoneo al collocamento (cfr. art. 8 cpv. 1 lett. f LADI). Il nuovo tenore dell'art. 15 cpv. 1 LADI, in vigore dal 1° luglio 2003, non ha modificato le condizioni necessarie per poter considerare un assicurato idoneo al collocamento e quindi la giurisprudenza sviluppata in precedenza mantiene tutta la sua validità. Infatti, secondo l'art. 15 cpv. 1 LADI, nel tenore in vigore fino al 30 giugno 2003, "Il disoccupato è idoneo al collocamento se è disposto,

capace e autorizzato ad accettare un'occupazione adeguata". A questa formulazione il nuovo testo, in vigore dal 1° luglio 2003, aggiunge solo "(...) e a partecipare a provvedimenti di reintegrazione". Inoltre, nel Messaggio concernente la revisione della legge federale sull'assicurazione contro la disoccupazione del 28 febbraio 2001, il Consiglio federale, circa l'art. 15 LADI, ha rilevato che: " Art . 15 Idoneità al collocamento Secondo la giurisprudenza del Tribunale federale, l'idoneità al collocamento comporta in particolare anche la disponibilità dell'assicurato a essere collocato, vale a dire la sua volontà di accettare un lavoro adeguato e di seguire le istruzioni degli organi dell'AD in materia di ricerca di un posto di lavoro, assegnazione a un posto di lavoro o a un programma di lavoro temporaneo (PLT) ecc. E' pertanto decisivo il comportamento dell'assicurato. L'idoneità al collocamento che è stata negata può quindi essere nuovamente ottenuta se l'assicurato modifica radicalmente il suo comportamento e non solo se accetta di partecipare a un provvedimento isolato. E' quanto intende esprimere la nuova nozione di «provvedimenti di reintegrazione» che comprende tutti i provvedimenti (compresi i colloqui di consulenza e di controllo)." (cfr. FF N 23 del 12 giugno 2001, pag. 2002 L'idoneità al collocamento deve essere valutata da un duplice punto di vista. Oggettivamente l'assicurato deve essere idoneo al collocamento per le sue condizioni fisiche e mentali (cfr. STFA del 3 gennaio 2005 nella causa T., C 119/04; DLA 2001 consid. 1 pag. 146; DLA 1998 consid. 3a pag. 101-102, DLA 1998 consid. 1a pag. 265, DLA 1995 pag. 173, DLA 1995 pag. 63; DTF 125 V 51, consid. 6a, pag. 58 e DTF 123 V 214, consid. 3 pag. 216, entrambe con riferimenti; U. Stauffer "Die Arbeitslosen-versicherung", Schultess Polygraphischer Verlag, Zurigo 1984, pag. 34 - 41 e, per il vecchio diritto: DTF 110 V 208 consid. 1). Soggettivamente la sua situazione personale deve essere tale da non impedirgli praticamente di essere collocato. Ciò implica, dunque, oltre che la volontà, anche la disponibilità dell'assicurato a cercare ed accettare un'occupazione adeguata ai sensi dell'art. 16 LADI, senza restringere oltremodo le possibilità di collocamento, ponendo ad esempio condizioni di orario, di durata ed altre ancora più strettamente legate alla sua persona (cfr. STFA del 3 gennaio 2005 nella causa T., C 119/04; DLA 2001 consid. 1 pag. 146; DLA 1998 consid. 3a pag. 101-102, DLA 1998 consid. 1b pag. 265, DLA 1995 pag. 54; DLA 1993/1994 pag. 222; DTF 125 V 51, consid. 6a pag. 58 e DTF 123 V 214, consid. 3 pag. 216, entrambe con riferimenti; DTF 120 V 388; DTF 115 V 436; DLA 1993/94, pag. 54; DLA 1992 pag. 123; DLA 1992 pag. 127; DLA 1992 pag. 131-132; DLA 1992 pag. 135-136; DTF 112 V 137 consid. 3; DTF 112 V 217 consid. 1a; DLA 1986 n. 21; DLA 1986 n. 26; per il vecchio diritto cfr. DTF 109 V 275 consid. 2.a, 108 V 101; DLA 1977 n. 15, 1979 n. 7, 1980 n. 24, 38, 40, 1982 n. 2). L'assicurato dimostra una sufficiente disponibilità al collocamento quando può dedicare un ragionevole tempo all'esercizio di un'attività lucrativa e quando il numero di datori di lavoro in grado di assumerlo non è eccessivamente esiguo (cfr. DTF 113 V 137 consid. 3 = DLA 1986 n. 20). Vi è invece inidoneità al collocamento, ad esempio, quando un assicurato per motivi personali o familiari non può o non vuole impegnare la sua capacità lavorativa come normalmente lo pretende un datore di lavoro. Assicurati che, a causa di ulteriori impegni o di particolari circostanze personali, vogliono lavorare soltanto durante certi giorni o durante un certo numero di ore settimanali, possono essere riconosciuti idonei al collocamento soltanto molto condizionatamente. Quando l'assicurato è talmente limitato nella scelta di un'occupazione da rendere molto incerto il ritrovamento di un posto di lavoro occorre pronunciare l'inidoneità al collocamento. Il motivo della limitazione nelle possibilità di lavoro non ha nessuna importanza (STFA del 10 febbraio 2005 nella causa M., C 245/04; STFA del 3 gennaio 2005 nella causa T., C 119/04; DLA 1998 consid. 3a pag. 101-102,

DLA 1998 consid. 1b pag. 265, DLA 1995 pag. 59; DTF 120 V 388, DLA 1992 pag. 123, DTF 112 V 137 consid. 3, DTF 112 V 217, DLA 1986 n. 21 e n. 26; per il vecchio diritto cfr.: DTF 110 V 208, 109 V 275 consid. 2; DLA 1982 n. 10, 1980 n. 38, 1979 n. 7, 1977 n. 16 e n. 27). L'idoneità al collocamento dell'assicurato non deve inoltre essere ostacolata dal mancato rispetto di norme di diritto pubblico (cfr. Stauffer, op. cit., pag. 37 e pag. 53-56). Riguardo a quest'ultimo aspetto va sottolineato che se e fintanto che l'assicurato non beneficia di un'autorizzazione di lavoro l'idoneità al collocamento, e, di conseguenza, il diritto all'indennità di disoccupazione, deve essere negato (cfr. SVR 2001 ALV Nr. 3, pag. 5, DTF 125 V 465; DTF 120 V 379 - 380; DTF 120 V 395; DLA 1993/1994, pag. 12; vedi inoltre Nussbaumer, op. cit., cifra marginale 217, pag. 87 e Gerhards, "Kommentar zum Arbeitslosenversicherungsgesetz", Vol. I, note 10 e 55 all'art. 15). 2.7. In una sentenza C 25/03 del 9 marzo 2004, il Tribunale Federale delle Assicurazioni (TFA; dal 1° gennaio 2007: Tribunale Federale, TF) è stato chiamato ad esprimersi in merito ad un assicurato che controllava la disoccupazione dal 12 settembre 2001 che il 9 ottobre 2001 ha reperito un nuovo impiego e che, visto l'inizio del nuovo rapporto di lavoro a partire dal 1° novembre 2001, si era recato in ferie dal 19 al 26 ottobre 2001 pur non avendo diritto a giorni esonerati dal controllo. In quell'occasione l'Alta Corte ha statuito che, a torto, la Cassa competente aveva negato all'assicurato il diritto all'indennità di disoccupazione dal 19 al 26 ottobre. In particolare la nostra Massima Istanza si è così espressa: " 4. Nach der Rechtsprechung gilt eine versicherte Person, die auf einen bestimmten Termin hin anderweitig disponiert hat und deshalb für eine neue Beschäftigung nur noch während relativ kurzer Zeit zur Verfügung steht, in der Regel als nicht vermittlungsfähig, weil die Aussichten, für die verbleibende Zeit von einem anderen Arbeitgeber angestellt zu werden, verhältnismässig gering sind (BGE 126 V 522 Erw. 3a mit Hinweisen). Das Eidgenössische Versicherungsgericht hat indessen wiederholt darauf hingewiesen, dass die dargelegte Rechtsprechung nicht dazu führen darf, jene arbeitslosen Versicherten zu bestrafen, die eine geeignete, aber nicht unmittelbar freie Stelle finden und annehmen. Es handelt sich dabei um jene Versicherten, die in Erfüllung ihrer Schadenminderungspflicht alle Vorkehrungen getroffen haben, die man vernünftigerweise von ihnen erwarten darf, damit sie so rasch wie möglich eine neue Stelle antreten können (BGE 123 V 217 Erw. 5a, 110 V 209 Erw. 1, 214 Erw. 2b; ARV 2000 Nr. 29 S. 152 Erw. 1b). Sinn und Zweck der Rechtsprechung gemäss BGE 110 V 207 ist es denn auch, einer versicherten Person im Hinblick auf einen - theoretisch zwar möglichen, praktisch jedoch wenig wahrscheinlichen - früheren Stellenantritt nicht zuzumuten, mit dem Abschluss des neuen Arbeitsvertrages zuzuwarten und dadurch das Risiko einer allenfalls noch längeren Arbeitslosigkeit auf sich zu nehmen. Vorliegend hat der Versicherte am 9. Oktober 2001 einen neuen Arbeitsvertrag mit Stellenantritt per 1. November 2001 abgeschlossen. Er hat damit im Sinne des Schadenminderungsgedankens gehandelt und braucht sich die - rein theoretische - Möglichkeit, es hätte ihm für das letzte Drittel des Monats Oktober 2001 eine Beschäftigung vermittelt werden können und er sei zufolge seiner Ferienabwesenheit nicht in der Lage gewesen, einer derartigen Zuweisung zu folgen, nicht entgegenhalten zu lassen (siehe auch das Urteil G. vom 30. Mai 2003, C 23/03, Erw. 4). Das kantonale Gericht hat mit sorgfältiger Begründung dargelegt, dass die Erfüllung der Kontrollvorschriften in einer Konstellation wie der hier gegebenen jedenfalls insoweit sinn- und zwecklos geworden ist, als es darum geht, die Überprüfbarkeit der Vermittlungsfähigkeit im Sinne von Art. 15 Abs. 1 AVIG sicherzustellen. Entfällt das Erfordernis der objektiven Vermittlungsfähigkeit, so gilt dies notwendigerweise auch für die Vermittlungsbereitschaft. Wer realiter nicht mehr

vermittelt werden kann, weil er unmittelbar vor dem Antritt einer neuen Stelle steht, muss sich auch nicht mehr dafür bereit halten. Die Vorinstanz hat demzufolge den Anspruch des Beschwerdegegners auf Arbeitslosenentschädigung für die Zeit vom 19. bis zum 26. Oktober 2001 zu Recht bejaht, sofern auch die übrigen Voraussetzungen gemäss Art. 8 Abs. 1 lit. a bis e AVIG erfüllt sind." (cfr. consid. 4; sottolineatura del redattore) Al riguardo B. Rubin, "Assurance-chômage". Ed Schulthess 2006, pag. 233-234 rileva quanto segue: " Le fait d'accepter une place appropriée mais non libre immédiatement ne doit pas conduire à pénaliser le chômeur. Il convient par conséquent d'être souple dans l'examen de l'aptitude au placement d'un assuré qui, dans le cadre de son obligation de diminuer le dommage à l'assurance-chômage, accepte une telle place de travail, même s'il est, par conséquent, probablement difficilement susceptible d'être placé durant la période précédant son entrée en fonction. Seulement, durant la période en question, l'assuré devra demeurer disponible notamment pour un engagement par une agence intérimaire, faute de quoi la jurisprudence relative à la modération dont l'administration doit faire preuve dans l'examen de l'aptitude au placement d'un assuré avant son entrée en service ne lui sera d'aucun secours. Ceci est valable notamment pour le travailleur saisonnier, qui devra tout faire pour trouver un emploi avant chaque réengagement. Lorsque la période qui précède l'entrée en service est vraiment très courte, de l'ordre de trois à quatre semaines, si qu'un engagement est par trop hypothétique, l'exigence d'aptitude au placement tombe et le chômeur peut même partir en vacances sans avoir à son actif le nombre requis de jours contrôlés au sens de l'art. 27 al. 1 OACI. Il en va différemment lorsque les vacances ont été planifiées avant la période de chômage. Ce qui paraît déterminant dans l'examen de l'aptitude au placement des personnes qui ont accepté une place de travail non libre de suite, c'est le fait que ces personnes n'avaient pas la volonté de se retirer du marché du travail. Dans cette situation, l'assuré n'a pas davantage à renoncer à prendre l'emploi avec entrée en service différée. L'espoir hypothétique de trouver un emploi plus tôt est contrebalancé par le risque de rester, en définitive, au chômage plus longtemps. La jurisprudence parue aux ATF 110 V 207 ss a une portée restreinte. Elle ne s'applique qu'en cas de prise d'un emploi qui met fin au chômage."

2.8. Nella presente evenienza la Cassa ha negato all'assicurata il diritto alle indennità di disoccupazione relativamente al periodo dal 21 al 31 dicembre 2009, non avendo l'insorgente ossequiato le prescrizioni di controllo sancite dalla LADI. La ricorrente stessa ha confermato di essersi recata in _____ dal 7 al 31 dicembre 2009 (cfr. doc. I, doc. G). Come visto incontestato è pure il fatto che l'assicurata, al momento in cui si è recata all'estero, aveva diritto a 10 giorni esonerati dal controllo, maturati beneficiando del diritto ad indennità di disoccupazione dal 10 giugno al 4 dicembre 2009. Chiamato ora a pronunciarsi, questo Tribunale rileva in primo luogo che la Cassa rimprovera all'assicurata di non avere, col proprio comportamento, rispettato l'obbligo di riduzione del danno (cfr. doc. IV, pag. 4). A torto. Il 28 ottobre 2009 l'assicurata ha infatti comunicato al signor _____ dell'URC di _____ che avrebbe iniziato a lavorare a tempo parziale fino a dicembre e al 100% a partire dal mese di gennaio 2010 (cfr. doc. 5). L'insorgente ha quindi ridotto la propria disoccupazione per i mesi di novembre e dicembre 2009 e si è ricollocata a partire dal 1° gennaio 2010, ottemperando così all'obbligo di riduzione del danno previsto dall'art. 17 cpv. 1 LADI. La Cassa afferma inoltre che, citiamo, "l'assicurata, anche se esonerata dall'obbligo di svolgere ricerche di lavoro, nel periodo dal 21 al 31 dicembre 2009, non potendo più beneficiare di giorni esenti dall'obbligo di controllo, era comunque ancora tenuta ad onorare gli altri obblighi e tutte le altre prescrizioni di controllo prescritte nella legge e quindi non certamente autorizzata ad andare

in vacanza se non con la consapevolezza che questi giorni le sarebbero stati computati dalla Cassa come giorni di vacanza non pagati” (cfr. doc. IV). Anche quest'argomentazione della Cassa non può essere fatta propria dal TCA. Infatti, come rilevato nella sentenza federale parzialmente riprodotta al precedente considerando, l'applicazione delle prescrizioni di controllo, in un caso come quello in questione, diviene priva di senso e scopo nella misura in cui si tratta di garantire la verificabilità dell'idoneità al collocamento giusta l'art. 15 cpv. 1 LADI. È vero che, nel caso concreto, l'inizio dell'attività a tempo pieno (1° gennaio 2010) sarebbe avvenuto due mesi dopo il reperimento del nuovo impiego (fine ottobre 2010). Tenuto conto dell'insieme delle circostanze del caso (professione nel settore legale reperita fuori Cantone subito iniziata a tempo parziale quale "Schulung", cfr. Doc. I pag. 2, Doc. C, Doc. B, Doc. 14-16; corso di inglese in _____ atto a farle mantenere il lavoro appena ottenuto, cfr. Doc. I pag. 2 e Doc. VI pag. 3; diminuzione abituale del lavoro dal 24 dicembre per le vacanze natalizie, diritto in ogni caso in quel periodo a 10 giorni esenti dal controllo) questo Tribunale ritiene che la possibilità di trovare un'occupazione adeguata nel periodo in questione era puramente teorica e non concretizzabile. Venendo così a cadere il requisito dell'idoneità al collocamento oggettiva, ciò vale forzatamente anche per la disponibilità al collocamento. Chi all'atto pratico non è più collocabile a causa dell'imminente inizio di una nuova attività lucrativa, non deve più nemmeno essere disponibile al collocamento. In questo contesto non è rilevante che l'assicurata abbia informato l'URC di _____ della vacanza trascorsa solamente al rientro dalle ferie, invece che in anticipo (cfr. doc. X, doc. 64). Infatti, dal 28 ottobre 2009 l'URC di _____ era comunque a conoscenza della prospettiva di lavoro dell'assicurata. Il ricorso va dunque accolto e la decisione su opposizione del 9 marzo 2010 va annullata e l'assicurata ha diritto alle indennità di disoccupazione dal 21 al 31 dicembre 2010, se gli altri presupposti sono adempiuti. A titolo abbondanziale ci si potrebbe chiedere se competente a pronunciarsi su questo aspetto è realmente la Cassa di disoccupazione (cfr. Doc. I pag. 4; Doc. IV pag. 2-3) o se invece il caso, per quest'ultimo periodo, non andava invece sottoposto all'autorità cantonale (cfr. STFA C 144/00 del 21 febbraio 2001; STFA C 122/01 del 21 marzo 2003; STF 8C_62/2009 del 9 giugno 2009). Al riguardo il TCA rileva che nella sentenza C 25/03 del 9 marzo 2004 tale questione è stata affrontata dalla Cassa di disoccupazione e il Tribunale federale non ha formulato nessuna censura al riguardo e che questa impostazione è pure approvata dalla dottrina (cf. B Rubin, op. cit., pag. 252). 2.9. La ricorrente, vincente in causa, quale avvocato che agisce in causa propria, non ha diritto a ripetibili in quanto le questioni da affrontare non erano estremamente complesse (su tema cfr. STFA B 119/03 del 10 dicembre 2004; STFA H 53/06 dell'11 dicembre 2006).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.